

**MOTION  
AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE**

- **DEPOSEE PAR** : LE GROUPE « ELUS COMMUNISTES ET CITOYENS DU FRONT DE GAUCHE »
- **OBJET** : CRISE ECONOMIQUE : MESURES A METTRE EN ŒUVRE POUR REDUIRE LA DEPENDANCE DES ETATS EUROPEENS AUX MARCHES FINANCIERS.

---

**CONSIDERANT** que dans le cadre de la "Semaine de l'Europe" des initiatives ont été prises partout sur le thème de "la lutte contre la pauvreté et l'exclusion",

**CONSIDERANT** que la crise, qui n'épargne pas notre pays et la Corse, suscite l'inquiétude de nos concitoyens au regard des événements qui déstabilisent la Grèce,

**CONSIDERANT** que le peuple grec n'est pas responsable de la faillite de son Etat mais que les marchés financiers, les institutions internationales dont le FMI, les créanciers et les banques européennes et françaises, veulent lui faire payer la note,

**CONSIDERANT** que cela se traduit par des coupes drastiques dans les salaires, le pouvoir d'achat, les services publics et la protection sociale, notamment avec le recul de l'âge de départ en retraite,

**CONSIDERANT** que tous les peuples d'Europe sont menacés de plans d'austérité de même nature pour réduire les déficits publics et sociaux, conséquences des choix des gouvernements européens en vue de renflouer les banques sans contre partie pour l'emploi, les salaires, la protection sociale, les services publics,

**CONSIDERANT** que le gouvernement français veut nous engager dans la même voie en s'attaquant à notre système de retraite et aux dépenses publiques, notamment avec la réforme des collectivités territoriales,

**CONSIDERANT** que les propositions du rapport Carrez sur les dépenses locales et la Conférence sur le déficit public du 20 mai, vont dans ce sens des réductions des dotations aux collectivités locales,

**CONSIDERANT** que nous sommes nombreux à nous élever contre ces projets de régressions sociales et démocratiques et à avancer d'autres solutions que l'austérité,

**CONSIDERANT** que la Banque Centrale Européenne a accordé des prêts importants à 1% de taux d'intérêt aux banques, que celles-ci ont fait des prêts aux Etats à des taux de 4 à 8%,

### **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**DEMANDE** au gouvernement, au Président de la République Française :

- D'organiser un réel débat public associant les parlementaires, les organisations syndicales, associatives, les élus locaux, les citoyens sur les mesures à mettre en œuvre.
- D'agir pour réduire la dépendance des Etats européens aux marchés financiers.
- D'agir pour que la Grèce, (et d'autres pays européens menacés), puisse bénéficier d'un prêt à 1% et d'un plan d'aide par la BCE et le FMI ou d'autres pays, sans exigence de remise en cause des droits sociaux, de l'emploi et des services publics.
- D'agir pour dégager la Grèce d'un certain nombre de contrats d'armements.